

Le travail indépendant : un rôle majeur à jouer dans l'ESS de demain

Aujourd'hui, on sait que la grande majorité des entrepreneurs accompagnés par l'Adie se lancent dans une activité indépendante pour pouvoir donner plus de sens à leur travail ou travailler selon leurs valeurs¹, ce qui en fait la motivation première pour créer son entreprise. Dans une société en transformation sur le plan écologique et accordant une importance croissante aux enjeux de solidarité et à l'économie de proximité, de nombreux petits entrepreneurs financés par l'Adie souhaitent, à leur échelle, contribuer utilement à la société de demain en répondant aux conditions énoncées par la loi.

A l'heure de la prise de conscience écologique, on observe une reconnaissance croissante par les pouvoirs publics, nationaux ou internationaux, du rôle des acteurs qui contribuent à réduire les inégalités, à créer des emplois, à répondre aux besoins sociaux ou encore à développer la résilience face aux crises : c'est dans ces champs là que les travailleurs indépendants jouent un rôle crucial dans la construction d'une économie plus solidaire. Toutefois, leur contribution est souvent sous-évaluée. Il est essentiel de mettre en place des solutions pour reconnaître leur impact et les intégrer pleinement dans l'ESS.

L'ouverture au label ESUS (Entreprise Solidaire d'Utilité Sociale) pour les micro-entrepreneurs pourrait être une voie prometteuse. Ce label, qui garantit que les entreprises respectent des critères sociaux et environnementaux stricts, permettrait aux travailleurs indépendants de bénéficier de financements spécifiques et d'une reconnaissance accrue de leur engagement en faveur d'une économie solidaire.

Propositions d'améliorations pour reconnaître et valoriser les travailleurs indépendants dans l'ESS :

Pour que les travailleurs indépendants soient pleinement reconnus et valorisés au sein de l'économie sociale et solidaire (ESS), plusieurs mesures et initiatives peuvent être mises en place. Voici quelques exemples concrets :

1. Une reconnaissance des travailleurs indépendants dans le monde de l'ESS :

Si de nombreux dispositifs pour mettre en avant les acteurs de l'ESS sont déployés, ils n'intègrent pas les travailleurs indépendants pourtant acteurs accomplis de ce secteur. A titre d'exemple, le label ESUS n'est octroyé qu'aux structures de l'ESS au sens de la loi. Il conviendrait donc d'ouvrir la possibilité d'obtenir ce label pour les travailleurs indépendants. Au-delà de ce label, un label spécifique pourrait être créé pour valoriser les micro-entreprises et les travailleurs indépendants engagés dans des démarches solidaires et responsables. Ce label garantirait la reconnaissance de leurs efforts et pourrait être un critère pour l'accès à des marchés publics ou des partenariats privilégiés.

¹ *Mégaphone* de l'Adie par Opinion Way, 2021

Par ailleurs, il existe des prix pour récompenser les entreprises de l'ESS et permettre de mettre en lumière les initiatives innovantes et à impact social. Ces événements offrent une reconnaissance publique et des récompenses financières, cependant ils ne sont ouverts une nouvelle fois qu'aux structures de l'ESS telles que définies par la loi de 2014. Il conviendrait donc d'ouvrir aux travailleurs indépendants ces prix et concours, afin d'aider les micro-entrepreneurs à gagner en visibilité, à développer leurs projets, mais aussi afin de récompenser leurs engagements dans des activités solidaires et durables.

2. Soutenir le développement des travailleurs indépendants dans l'ESS :

Pour continuer le développement d'activités solidaires et durables des travailleurs indépendants, il est essentiel de les soutenir au mieux à la fois financièrement, mais également dans le développement des compétences et l'accès à des marchés publics.

Si de nombreux dispositifs pour soutenir les activités financières de l'ESS ont vu le jour, il reste encore de nombreuses lacunes à combler. En effet, ces financements sont très difficilement accessibles aux TPE, et pas ouvert aux travailleurs indépendants. A titre d'exemple, le manque de fonds propres et de garanties de ces petites entreprises ne permet pas d'accéder à des crédits bancaires d'investissement. De la même manière, les primes et fonds mis à disposition par l'État ne sont mobilisés que pour des gros projets et restent rares à petites échelles ce qui favorisent les grosses entreprises. Si des organismes, tels que l'Adie permettent de financer ces activités, le manque de fonds et de subventions ne permettent pas de financer l'ensemble des porteurs de projets.

Les travailleurs indépendants pourraient bénéficier d'un accès facilité à des fonds spécifiques de l'ESS, par exemple, des programmes de financement dédiés pourraient être créés pour soutenir les nouveaux projets des micro-entrepreneurs, ou pour ceux qui souhaitent transitionner dans des activités à fort impact social ou environnemental. De la même manière, des subventions pourraient être mises en œuvre pour les structures qui accompagnent et financent les porteurs de projets de l'ESS.

Par ailleurs, au-delà du soutien financier, il est essentiel de donner un cadre aux travailleurs indépendants de l'ESS, en soutenant leur développement. Certains marchés publics sont réservés aux entreprises de l'ESS, mais ils restent encore difficilement accessibles aux travailleurs indépendants. Dans un certain cadre, des clauses spécifiques dans les appels d'offres pourraient réserver une part des contrats aux micro-entrepreneurs leur permettant ainsi de participer davantage à l'économie locale et solidaire.

Il y a également une nécessité de former et de mettre en avant les travailleurs indépendants de l'ESS pour valoriser les projets solidaires et durables. Dans ce cadre, des programmes de formation et de mentorat pourraient être développés. Ces programmes aideraient les entrepreneurs à développer leurs compétences en gestion d'entreprise, en innovation sociale et en pratiques durables, afin de lancer ou de se reconvertir dans des projets à impact.

Pour mettre en valeur les travailleurs indépendants et leurs activités de l'ESS, des campagnes de promotion et de sensibilisation auprès du grand public et des institutions pourraient être organisées. Des campagnes de communication avec des témoignages de micro-

entrepreneurs pourraient être largement diffusées pour inspirer et encourager de nouvelles vocations.

Enfin, d'une manière plus générale, il y a une nécessité de rendre plus attractif le statut de travailleur indépendant, en renforçant les dispositifs de sécurité sociale. Selon une étude, 41% ont hésité à créer leur entreprise par manque de protection sociale. L'inégalité de statut vis-à-vis du travailleur salarié, n'incite pas à créer son activité. Il est donc essentiel de renforcer les indemnités journalières en cas d'arrêt maladie ou de congé maternité, de simplifier et d'améliorer le droit au chômage et à la retraite. Aujourd'hui avec la dynamique entrepreneuriale qui participe fortement à la croissance de l'ESS en France (en particulier les travailleurs indépendants), cette problématique de protection sociale ne doit pas être oubliée des politiques publiques, bien que de nombreux progrès aient été réalisés.